



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GENERALE

UNEP/CBD/COP/10/16
15 août 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Dixième réunion

Nagoya, Japon, 18–29 octobre 2010

Point 4.8 de l'ordre du jour provisoire *

COMMUNICATION, EDUCATION ET SENSIBILISATION DU PUBLIC

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION ET OBJECTIF

1. Le programme de travail sur la Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) a pris forme suite à la décision VI/19, et a été davantage élaboré aux décisions VIII/6 et IX/32. La résolution 61/203 de la soixante-et-unième session de l'Assemblée générale des Nations unies avait proclamé l'année 2010 Année Internationale de la Biodiversité et chargé le Secréariat de la Convention sur la diversité biologique de servir de point focal pour sa célébration. A l'aide des outils fournis dans "l'Agenda d'action" (UNEP/CBD/COP/9/INF/3) et la Stratégie de mise en œuvre de l'Année internationale de la biodiversité (UNEP/CBD/COP/9/25/Add.1), et en optimisant les ressources disponibles, le Secrétaire exécutif a facilité et réalisé des activités qui ont permis de faire avancer le programme de travail, y compris les célébrations de l'Année internationale de la biodiversité (AIB). D'autres initiatives nouvelles qui viennent en soutien au programme de travail, telles que *The Green Wave* pour la biodiversité, et destinée aux enfants et aux adolescents, ont été également entreprises.

2. La partie II de la présente note passe en revue la mise en œuvre de l'Agenda d'action et énumère les activités organisées par le Secrétaire exécutif. Lorsque l'information existe, les activités menées par les Parties, entrant dans le cadre des dix activités prioritaires, sont également citées. Y figure également un exposé sur l'initiative de communication et d'éducation *The Green Wave*. Les activités relevant de la CESP et de l'accès et du partage des avantages sont mentionnées. La partie III de cette note propose une évaluation à mi-parcours des célébrations, à l'échelle des pays, puisant des rapports reçus de ces derniers à la fin juin 2010. La partie IV esquisse des pistes à suivre pour le programme de travail sur la CESP, y compris la contribution de celle-ci au Plan stratégique de la Convention, et une proposition de Décennie des Nations unies pour la biodiversité. Un projet de décision a été suggéré à cette partie de la note.

* UNEP/CBD/COP/10/1.

II. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DE L'AGENDA D'ACTION

3. Tel qu'exposé aux précédentes décisions traitant de la CESP, dont les décisions VIII/6 et IX/32, "l'Agenda d'action" est un cadre destiné à orienter l'exécution du programme de travail sur la CESP. Les dix activités prioritaires sont conçues de sorte à fournir une infrastructure de base pour les activités futures relevant du programme de travail et pour compléter l'intégration des activités CESP aux autres activités thématiques et intersectorielles de la Convention. Quelques uns des développements les plus saillants de l'Agenda d'action sont rapportés ci-dessous.

Activité prioritaire 1 – Structures d'exécution

4. La création d'une forme d'organisation ou d'arrangement institutionnel pour les activités CESP est la pierre angulaire de la plupart des autres activités prioritaires. L'information fournie dans les rapports nationaux indique que plusieurs Parties disposent d'une structure d'exécution de la CESP. En outre, l'Année internationale de la biodiversité a permis à plusieurs pays de créer des organes d'exécution d'activités de sensibilisation.

5. Quatre-vingt sept pays ont communiqué des Plans de mise en œuvre de l'Année internationale de la biodiversité. Ces structures, créées pour faciliter les célébrations de l'AIB, sont variées et comprennent des entités gérées par des musées d'histoire naturelle ou par des ministères tels que le Ministère de l'environnement, des ressources naturelles, des parcs naturels et d'autres comités inter-ministériels. Comme signalé dans les quatrièmes Rapports nationaux, les Parties ont indiqué qu'elles disposaient d'organes relevant d'initiatives plus larges sur l'éducation et la sensibilisation à l'environnement. L'élément commun aux plans de mise en œuvre de la CESP chez les Parties est l'intégration de la biodiversité dans les stratégies générales et les organes d'exécution de l'éducation à l'environnement et au développement durable.

6. Pour assurer le suivi et la consolidation de ces mesures en vue de mettre sur pied des organes d'exécution à la prochaine période biennale, il est nécessaire de redoubler d'efforts pour consolider les organes de planification de l'AIB et les configurer à l'effet de soutenir les activités CESP en lien avec la mise en œuvre du Plan stratégique. Il est également nécessaire d'œuvrer à l'échange des meilleures pratiques et expériences en matière de création d'organes CESP plus généralement.

Activité prioritaire 2 - Exercices d'évaluation

7. Les données utilisées pour l'évaluation proviennent d'initiatives et de projets existants ainsi que de partenaires. Les évaluations visaient à déterminer le degré de prise de conscience par rapport à la biodiversité et aux valeurs qu'elle apporte au bien-être de l'homme ainsi que les actions des Parties à la Convention relevant des activités de mise en œuvre du programme de travail sur la CESP. Dans le cadre de la valorisation et de la communication sur l'AIB, un résumé de nombreuses études nationales et régionales, sur les attitudes et la prise de conscience sur la biodiversité, a été établi. Ce résumé comprend l'enquête d'Eurobaromètre sur la biodiversité (fin 2007), une étude réalisée par IPSOS pour l'*Union for Ethical Biotrade*, et une étude comparant les attitudes aux Etats-Unis d'Amérique et en Chine. Dans le cadre de la coopération avec le Secrétariat sur la sensibilisation du public, l'avionneur Airbus a réalisé une enquête en 2009 intitulée '*Nature Trail*', auprès de 1 500 enfants âgés de 5 à 10 ans et de 1 500 parents au Royaume-Uni, afin d'apprécier la connaissance que les enfants ont de la nature. D'autres données ont été également recueillies en 2010 dans le cadre du '*Airbus Bio-Index*' – une enquête ayant porté sur plus de 10 000 enfants et adolescents âgés de 5 à 18 originaires de 10 pays. L'enquête a abouti aux constatations suivantes:

(a) La grande majorité des enfants interrogés ne sait pas ce que le mot 'biodiversité' veut dire. Ceux qui ont en compris le sens n'évoquent que les espèces sans rien savoir des écosystèmes et des services qu'ils offrent;

(b) Les interrogés apprécient que l'appauvrissement de la biodiversité était un grave problème, au niveau de la planète, mais ils n'ont pu établir de lien entre la crise de la biodiversité et son impact sur leur vie ou les activités à l'échelle locale;

(c) Les gens désirent agir en tant qu'individus, consommateurs et citoyens pour préserver la biodiversité, mais par manque d'information ils ne savent pas en quoi ces actions pourraient consister;

(d) Les enfants et les adolescents interrogés passent le plus clair de leur temps chez eux ou en milieu urbain, ce qui risque de les aliéner de la nature. Dans le même temps, les enfants étaient émerveillés par les capacités et les prouesses de certaines espèces et exprimaient leur souhait de passer plus de temps en milieu naturel ; ils voudraient en savoir davantage sur la biodiversité mais les occasions faisaient défaut.

Bien qu'elles ne soient pas exhaustives ni ne reflètent pas les expériences de toutes les régions, ces données indiquent qu'il y a fort à faire pour sensibiliser davantage à la biodiversité des écosystèmes les plus proches des citoyens et à sa contribution au bien-être de l'homme. Dans le même temps, les résultats montrent que le public est intéressé par la biodiversité et le monde biologique, et que cet intérêt mérite d'être mis à contribution dans les activités futures de sensibilisation. D'autres enquêtes devraient chercher à identifier des actions et des activités spécifiques pour les individus à même de contribuer à la conservation de la biodiversité ; l'utilisation durable doit figurer parmi les priorités.

8. L'état d'avancement du travail sur la CESP, dans le cadre de la réalisation du quatrième objectif du Plan stratégique, a été passé en revue en prévision de la troisième réunion du Groupe de travail sur l'examen de la mise en œuvre (UNEP/CBD/WG-RI/3/2). S'appuyant sur les troisième et quatrième rapports nationaux, cette revue a relevé ce qui suit:

(a) Presque toutes les Parties (97% des 113 rapports examinés) ont indiqué qu'elles entreprenaient des actions d'éducation et de sensibilisation du public. Si certaines de ces actions relèvent de campagnes de communication stratégique, d'éducation et de sensibilisation, d'autres actions ont un caractère plus général. Plusieurs Parties ont relevé le rôle important que jouent les organisations non gouvernementales dans les activités de sensibilisation, surtout dans les pays en développement;

(b) Seuls 13% des Parties (sur les 113 rapports examinés) ont fait savoir dans leurs quatrième rapports nationaux qu'elles avaient mis en œuvre une stratégie pour le programme de travail CESP. Quelques Parties seulement avaient fait savoir qu'elles avaient élaboré une Stratégie CESP autonome. La plupart des autres Parties ont prévu des actions CESP pour la biodiversité dans leurs programmes nationaux d'éducation à l'environnement, au développement durable ou à la protection de la nature. Quelques autres Parties ont indiqué que des ministères, des ONG et d'autres intervenants, dans leurs pays, disposent de leurs propres stratégies de soutien au programme de travail CESP ou ont intégré des activités de biodiversité dans leurs stratégies sectorielles;

(c) 75% de l'ensemble des Parties (sur les 113 rapports examinés) disent promouvoir des activités CESP aux niveaux sectoriel et intersectoriel, à des degrés divers. Ces activités ont lieu notamment dans les secteurs agricole et forestier ainsi que dans le domaine du tourisme. Le secteur de la pêche est moins dynamique et seuls quelques pays ont déclaré mener des activités dans les secteurs de l'énergie et des mines, de la santé, du privé et au niveau décisionnel des administrations publiques;

(d) Les quatrièmes rapports nationaux fournissent des exemples de CESP dans différents processus traitant de problématiques telles que les changements climatiques, la désertification, la sécurité biotechnologique, la biotechnologie, les aires protégées, la coopération transfrontalière, les corridors biologiques, la taxonomie, la réduction de la pauvreté, les espèces exotiques envahissantes, l'impact sur l'environnement, les services d'écosystèmes, la mise en valeur et la surveillance de la biodiversité, les connaissances et les pratiques traditionnelles, l'accès aux ressources génétiques, l'aménagement urbain et la culture;

(e) 26% des Parties (sur les 113 rapports examinés) promeuvent, à différents degrés, la biodiversité dans des activités éducatives et pédagogiques. La collaboration entre les ministères de l'éducation et de l'environnement s'intensifie à l'instar de l'intégration des questions de biodiversité et de développement durable dans les programmes pédagogiques officiels des niveaux primaire, secondaire et supérieur;

(f) 91% des Parties (sur les 113 rapports examinés) ont fourni des exemples de groupes spécifiques pour la réalisation des activités CESP.

9. Au chapitre des contraintes, c'est la carence en moyens financiers qui est citée, comme obstacle à la réalisation d'activités CESP. L'importance d'acteurs non gouvernementaux a été également soulignée pour la réalisation de la CESP. L'enquête met l'accent sur la nécessité de trouver davantage de ressources pour mener ces activités, d'exploiter au mieux les initiatives d'éducation et de sensibilisation actuellement en cours de réalisation par des ONG et de favoriser une plus grande collaboration entre les ministères de l'éducation et d'autres secteurs.

10. Il ressort clairement que d'autres évaluations sont nécessaires, y compris celles qui recueilleraient l'opinion publique de différentes régions, à l'exemple de l'enquête Eurobaromètre de 2007. Sans ces évaluations, il serait difficile de disposer de données de base sur la sensibilisation du public à partir desquelles des indicateurs pourraient être dégagés pour mesurer le degré de réalisation des objectifs assignés à la CESP. Ces exercices d'opinion publique, à grande échelle, étant coûteux, les Parties devraient identifier des sources de financement conséquentes.

Activité prioritaire 3 – Messages clés

11. Deux ensembles de messages ont été formulés durant la période biennale: les messages pour l'Année internationale de la biodiversité et les messages clés pour la Troisième édition des Perspectives mondiales de la biodiversité (GBO-3). On notera que tous ces messages ont pour point de départ les principes de l'approche fondée sur l'écosystème. Les deux ensembles de messages focalisent sur les éléments suivants:

- (a) L'état de la biodiversité et le rôle des activités anthropiques dans son appauvrissement;
- (b) L'importance de la biodiversité pour la vie économique, sociale et culturelle des communautés humaines;
- (c) Les actions susceptibles de ralentir et mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité.

12. Les messages de l'Année internationale de la biodiversité (<http://www.cbd.int/2010/messages/>) représentent le coeur de sa campagne de communication. Assortis du logo visuel, ces messages ont été produits grâce à l'assistance financière du Gouvernement du Canada. Futerra Communications, un cabinet conseil, a été chargé de la recherche et de la confection des messages. Des enquêtes sur la

sensibilisation et les attitudes du public à la biodiversité ont été analysées. Le réseau mondial de communicateurs et d'éducateurs relevant de la Commission de communication et d'éducation de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a été également consulté. Les présidences des neuvième et dixième réunions de la Conférence des Parties ont eu l'occasion d'intervenir. Les membres du Comité consultatif informel sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public ont été également consultés. Les messages qui en ont résulté ont été ensuite traduits dans les langues des Nations unies, postés sur un site Internet créé spécialement pour l'AIB ; ces messages ont été également utilisés sur des supports vidéo. Le slogan principal "La biodiversité c'est la vie. La biodiversité c'est notre vie" a été diffusé à très grande échelle dans le monde entier. Partenaires et Etats Parties ont été encouragés à utiliser et adapter les messages.

13. D'autres messages sur la biodiversité ont été formulés dans le cadre de la préparation du lancement de la 3^{ème} édition des Perspectives mondiales de la biodiversité (GBO-3). Les principaux messages peuvent être trouvés dans le résumé analytique sur ce lien (<http://gbo3.cbd.int/the-outlook/gbo3/executive-summary.aspx>). Ces messages servent de matériau pour la presse et les efforts de communication en lien avec le lancement de GBO-3, le 10 mai 2010. Ils ont été traduits dans toutes les langues des Nations unies. Plus important encore, les messages ont été également traduits dans d'autres langues par des partenaires participant au lancement régional de GBO-3. Le lancement et la manière dont les médias internationaux en ont parlé seront abordées sous l'activité prioritaire 4 ci-dessous.

14. Cet acte de communication (messages) a réussi non seulement à transmettre les concepts clés à une large audience mais aussi à tirer des enseignements sur les contenus à donner et le mode de diffusion des messages à venir. Parmi les enseignements tirés:

(a) Les messages traitant de l'état de la biodiversité doivent comprendre des exemples de succès et d'échec. L'impact positif direct de la biodiversité sur la vie des gens étant d'une importance capitale, il faudra l'inclure ainsi que les options d'action à tous les niveaux;

(b) Les messages clés doivent être formulés de sorte à permettre aux acteurs nationaux et régionaux de les adapter à leurs audiences spécifiques, et comprendre des exemples régionaux. Associer ces acteurs à la production des messages favorise l'inclusion et cette dernière aide lors de la diffusion des messages;

(c) Les messages doivent être produits dans plusieurs langues et diffusés par le biais de réseaux.

Activité prioritaire 4 – Relations avec les médias

15. En soutien à cette activité prioritaire, le Secrétaire exécutif a mené une série d'activités dont l'intégration de journalistes dans des ateliers sous-régionaux sur la CESP, la création de partenariats avec des organisations médiatiques telles que Inter Press Services (IPS), le Panos Institute, l'IIED, tout en travaillant plus étroitement avec le réseau des responsables régionaux de l'information du Programme des Nations unies pour l'environnement. Parallèlement à ces initiatives, une nette augmentation d'annonces, de communiqués de presse et d'articles, adressés aux médias, a été enregistrée.

16. Grâce à l'aide financière du Gouvernement des Pays-Bas, une formation aux médias a été organisée lors de la neuvième réunion de la Conférence des Parties. Des journalistes de pays en développement ont pu participer à des séances de briefing sur les questions traitées à la réunion de la Conférence des Parties et ont rédigé des articles. Le succès qui a couronné cette action de formation a incité à l'organisation d'une autre séance de briefing à la prochaine (dixième) réunion de la Conférence des Parties ; le financement de cette action sera assuré par le Gouvernement d'Espagne. Cette pratique a

permis une plus grande couverture médiatique des réunions de la Conférence des Parties et la constitution d'un fichier des organes de presse intéressés par la médiatisation des questions de biodiversité.

17. Les relations avec les médias sont devenues un élément central des ateliers de renforcement des capacités en matière de communication, d'éducation et de sensibilisation du public. Comme on le verra à l'activité prioritaire 6, le Secrétariat consacre la pratique d'invitation de journalistes à des ateliers sous-régionaux. Les journalistes travaillent côte à côte avec les délégués des pays, durant ces ateliers, et rédigent des articles sur la biodiversité. Le Secrétaire exécutif a collaboré avec les organisations partenaires pour dispenser la formation et assurer le suivi. Le bureau des Caraïbes du Panos Institute fournit le suivi aux journalistes de cette sous-région. L'unité médias et communication du Centre de la Biodiversité de l'ASEAN apporte son soutien et assure la liaison avec les journalistes des Etats membres de cette organisation de l'Asie du Sud-Est.

18. Pour l'Année internationale de la biodiversité, un partenariat a été établi avec l'Inter Press Services afin de diffuser des articles sur la biodiversité durant l'année de célébration. Un guide à la biodiversité, conçu pour les journalistes, a été produit en anglais et en espagnol: www.ipsnews.net/adv/Biodiversidad2010.pdf www.ipsnoticias.net/adv/Biodiversidad2010.pdf.

19. Pour la 3^{ème} édition des Perspectives mondiales de la biodiversité, des efforts ont été déployés pour coordonner le lancement médiatique avec les Centres d'information des Nations unies et les responsables régionaux de l'information du Programme des Nations unies pour l'environnement. Un communiqué de presse, sur support vidéo, a été produit avec l'aide du PNUE. La troisième édition des Perspectives mondiales de la biodiversité a été lancée le 10 mai 2010 en plusieurs lieux. Le lancement mondial a eu lieu dans les locaux du PNUE à Nairobi. Des lancements ont été également faits en d'autres lieux : Université des Nations unies au Japon; à Bonn, Genève, Chamonix, New York, Copenhague, Londres, Panama City, Le Caire, Manama et Montréal. L'évènement a bénéficié d'une couverture médiatique considérable. Selon une enquête du PNUE, 197 articles avaient été publiés dans les grands journaux, sites Internet et blogs dans la semaine qui a suivi le lancement. Sur les 197 articles, 50 étaient en anglais, 22 en français, 50 en espagnol, 12 en allemand, 37 en chinois, 14 en arabe, 9 en portugais et 1 article en norvégien. Selon une analyse utilisant les données de recherche de Meltwater, les articles de presse publiés dans la semaine qui a suivi l'évènement se répartissent comme suit: 104 en Amérique du Sud, 133 en Europe, 64 en Amérique centrale et du Nord, 6 en Asie-Pacifique, 5 en Australie, 8 au Moyen-Orient et 11 en Afrique. Un communiqué de presse vidéo avait été également produit et diffusé par le biais de l'Union européenne de radiodiffusion (EBU). Les stations suivantes ont signalé avoir communiqué sur l'évènement: APTN - Associated Press Television (R-U), BBC (R-U), FIA GT (R-U), GUS YAYIN GRUBU A.S. (Turquie), Antenna-3 TV (Espagne), Agence E.F.E. (Espagne), Hrvatska Radiotelevizija TV (Croatie), Magyar Televizio (Hongrie), Antenas y Sistemas (Panama), Radiotelevisao Portuguesa Ep (Portugal), Televiziunea Romana (Roumanie). Le communiqué de presse vidéo a été également utilisé par CNN International et Al-Jazeera pour leur couverture de GBO-3. Des responsables du Secrétariat ont accordé des interviews qui ont été ensuite diffusées sur les grandes stations telles que la BBC, Al-Jazeera et CBC. Une interview interactive sur TV Web, sur les résultats de GBO-3, a été réalisée par Thomas Lovejoy et diffusée en direct et sur demande par le biais de nombreux sites Internet dont huffingtonpost; climateshifts.org; scientificamerican.com; humanitariannews; countdown2010; inthenews; scidev.net; et les services en ligne du *Guardian* et de l'*Independent* (quotidiens britanniques) entre autres.

Activité prioritaire 5 - Boîtes à outils

20. Grâce à l'assistance financière du Gouvernement des Pays-Bas, et en partenariat avec la Commission pour l'éducation et la communication de l'UICN, le Secrétaire exécutif a publié une boîte à

outils CESP en anglais en 2008 (http://www.cbd.int/cepa/boîte_à_outils/default.html). Grâce à l'assistance du Ministère des affaires étrangères de France, la boîte à outil a été traduite en français et publiée en version électronique (http://www.cbd.int/cepa-boîte_à_outils/cepa-boîte_à_outils-fr.pdf). En coordination avec l'UICN, et grâce aux ressources mises à disposition par le Gouvernement d'Espagne, la boîte à outils a été également traduite vers l'espagnol et publiée en version électronique (http://www.cbd.int/cepa-boîte_à_outils/cepa-boîte_à_outils-sp.pdf).

21. La boîte à outils a été distribuée lors des réunions de la Convention sur la diversité biologique, utilisée lors d'ateliers organisés par le Secrétariat et distribuée aux experts en communication, éducation et sensibilisation du public de la Commission pour l'éducation et la communication de l'UICN. Une enquête sur l'utilisation et l'exploitation de la boîte à outils sera réalisée vers la fin de l'été 2010. Les conclusions, qui seront consignées dans un document d'information destiné à la Conférence des Parties, serviront à déterminer la voie à suivre en termes de révision et d'affinement de cet outil.

22. La réponse positive à la boîte à outils conduit à penser que d'autres boîtes à outils, sur l'utilisation de la CESP en soutien à d'autres programmes de travail de la Convention, seraient utiles. Cependant, l'efficacité de ces boîtes dépend de l'intégration des objectifs de communication et d'éducation avec les outils et approches didactiques pertinents. Ceci requiert une analyse précise programme par programme.

Activité prioritaire 6 - Ateliers de travail

23. Avec l'assistance financière du Gouvernement des Pays-Bas, de l'Union européenne et d'autres partenaires, des ateliers sous-régionaux sur la CESP, destinés aux Correspondants nationaux et à d'autres issus de réseaux CESP, ont été organisés par le Secrétariat, non pas uniquement comme activités autonomes mais aussi en tant que composante d'autres ateliers de travail, notamment ceux consacrés à la préparation de stratégies et plans d'action nationaux sur la biodiversité (SPANB).

24. Avec l'appui financier du Gouvernement des Pays-Bas, et en collaboration avec le Gouvernement de Trinidad-et-Tobago, la Cropper Foundation, la CEC de l'UICN et le *Panos Institute for the Caribbean*, un atelier de travail sous-régional consacré au renforcement des capacités en CESP et aux relations avec les médias a été organisé à Port of Spain du 3 au 6 novembre 2008. L'atelier de travail avait été organisé avec l'atelier de travail consacré au renforcement des capacités pour les SPANB, les rapports nationaux et les changements climatiques. Des représentants de Gouvernements des Caraïbes et ceux de médias de la région ont pris part à des sessions sur la communication stratégique, les relations avec les médias, l'intégration de la problématique de la biodiversité dans l'éducation et les plans de célébration de l'AIB. Les sessions réservées à la CESP ont été très bien appréciées et leur format interactif a été salué car il a permis l'apprentissage et la constitution de réseaux.

25. Un atelier de travail sous-régional sur le renforcement des capacités pour les pays de l'ASEAN et consacré à la Communication, l'éducation, et la sensibilisation du public (CESP) et la formation aux médias a eu lieu du 30 novembre au 3 décembre 2009 à Djakarta (Indonésie). Organisé par le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, en partenariat avec le Centre pour la Biodiversité (ACB) de l'ASEAN, et la Commission pour l'éducation et la communication (CEC) de l'UICN, cet atelier a vu la participation de quelques 60 professionnels des médias et de responsables gouvernementaux de l'information venus de 10 pays d'Asie du Sud-Est. Abrisé par le Gouvernement d'Indonésie et soutenu par le Gouvernement des Pays-Bas, et l'Union européenne dans le cadre de son partenariat avec l'ACB, l'atelier de travail a permis l'échange de savoirs entre fonctionnaires chargés des activités CESP sur la biodiversité et les professionnels des médias qui traitent de la biodiversité. L'atelier de Djakarta a bénéficié de la participation de 3 formateurs de la CEC (UICN) et de l'assistance de l'Initiative « renforcement des capacités en Afrique » de l'APA. L'atelier de travail a permis de mieux sensibiliser

les participants à l'importance de l'Année internationale de la biodiversité et à mieux connaître le cadre de la Convention et le soutien nécessaire à l'AIB, les participants ont également enrichi leurs compétences en matière de planification stratégique et d'organisation d'activités pour l'AIB et ont apprécié l'importance de l'interaction avec les médias. Conçu également pour sensibiliser les professionnels de la communication aux questions de conservation de la biodiversité et pour les encourager à plaider en faveur de la conservation, cet atelier a encouragé chaque participant à consacrer, dans les 6 à 12 mois prochains, un papier (ou un programme) destiné à la presse écrite/la radio/la télévision et traitant de la Convention sur la diversité biologique et des actions nationales sur la biodiversité dans leurs pays respectifs.

26. Grâce à l'appui financier du Gouvernement des Pays-Bas, un atelier de travail sur le renforcement des capacités pour la CESP et les relations avec les médias se tiendra au Rwanda en août 2010. S'inspirant du format des autres ateliers consacrés à la CESP, les participants, issus de gouvernements ou de médias des pays de la région, seront invités à participer et à forger des liens plus étroits et une compréhension meilleure des enjeux. Les actes de cet atelier de travail seront présentés comme document d'information à la Conférence des Parties.

27. La Communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) est devenue un élément des ateliers sous-régionaux de renforcement des capacités pour les SPANB, qu'elle y figure à part entière ou comme thème parmi d'autres. Durant la prochaine période biennale, davantage de travail doit être fait pour produire des modules CESP utiles et pertinents pour les différents ateliers de travail sur la création de capacités entrant dans les programmes de travail de la Convention et pour identifier des formateurs capables de dispenser des actions de formation pertinentes.

28. Sachant les coûts exorbitants que requiert l'organisation d'ateliers de travail, il serait utile de penser à élaborer des modules didactiques à la CESP à ajouter aux ateliers existants traitant du renforcement des capacités dans d'autres domaines et programmes de travail. Ainsi, ils permettraient d'intégrer quelques uns des principes de communication sur la biodiversité et répondre à des besoins de communication et d'éducation spécifiques des programmes de travail.

Activité prioritaire 7 - Réseau mondial

29. Durant la période biennale, d'importants progrès ont été faits dans l'accroissement et la consolidation du réseau mondial de communication, d'éducation et de sensibilisation du public. Quelques organisations clés ont continué à jouer un rôle de premier plan dans le programme de travail dont l'UNESCO, la Commission pour l'éducation et la communication de l'UICN et le Ministère allemand de la coopération pour le développement (BMZ). De nouveaux partenaires se sont joints à ce réseau. Des Mémoires de coopération, incluant la CESP, ont été signés avec l'Association mondiale des zoos et aquariums (WAZA), l'*Alliance for Zero Extinction* (AZE), l'Université de Rome La Sapienza et *Conservation International*. Ces partenaires apportent plusieurs éléments dont:

- (a) Des réseaux d'experts et d'animateurs en communication;
- (b) De l'expérience en livraison de produits CESP à une audience diversifiée dans de nombreux domaines;
- (c) De l'expérience dans l'articulation des questions de biodiversité à d'autres initiatives pédagogiques telles que l'Éducation pour le développement durable (EDD).

30. Le Réseau mondial est fortement tributaire de l'échange d'informations, facilité par le Mécanisme de centre d'échange (CHM) du Secrétariat. Le CHM a apporté les outils électroniques pour ce faire, ainsi que le site Internet de l'AIB et d'autres centres d'échanges.

31. L'une des grandes réalisations de l'AIB est l'affiliation de 300 organisations aux activités de communication de l'Année <http://www.cbd.int/2010/partners/>. Ces organisations peuvent constituer l'assise idoine pour une expansion encore plus grande du réseaux de communicateurs. Pour réussir cette entreprise d'expansion du réseau mondial il faudra consolider la relation avec les partenaires en communication et les mobiliser dans le cadre d'un nouveau Plan stratégique pour la Convention sur la diversité biologique.

Activité prioritaire 8 - La Journée internationale de la biodiversité

32. La Journée internationale de la biodiversité (JIB) s'est avéré être un outil majeur du programme de travail de la CESP. Les célébrations, marquées le 22 mai, fournissent une occasion pour mettre en exergue des thèmes et des activités choisis de la Convention et pour développer les outils de communication et de vulgarisation qui viendront soutenir les programmes de travail individuels de la Convention. L'élaboration de matériaux de vulgarisation et d'information, tels que affiches et dépliants, est habituellement menée avec des partenaires et sert à raffermir les relations avec eux (www.cbd.int/idb/). Un message émanant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies est diffusé dans les 6 langues de l'ONU. Depuis mai 2008, La *Green Wave* pour la biodiversité a rejoint les célébrations mondiales. D'autres informations et données sur les célébrations de La *Green Wave* sont fournies dans d'autres sections de cette note.

33. En 2008, le thème de la JIB était 'Biodiversité et Agriculture' (<http://www.cbd.int/idb/2008/>). En soutien à l'effort de sensibilisation et d'éducation du public à cette question, le Secrétariat avait produit un dépliant (<http://www.cbd.int/doc/bioday/2008/ibd-2008-booklet-en.pdf>) en collaboration avec divers partenaires dont le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PNUE ; la brochure avait été produite dans les six langues officielles des Nations unies. Une autre brochure, destinée aux jeunes lecteurs, a été produite (www.cbd.int/doc/bioday/2008/ibd-2008-framing-booklet-en.pdf) et sa promotion faite par le biais de *Green Wave*. Trente-six pays et 3 organisations partenaires ont déclaré avoir célébré la Journée. Comme la date de la JIB avait coïncidé avec la neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, une cérémonie marquant cette occasion avait été organisée à Bonn avec la participation d'organisations internationales, de Parties et d'autres figures importantes de la biodiversité.

34. Les espèces exotiques envahissantes a été le thème retenu pour la Journée internationale en 2009. Une brochure avait été produite en partenariat avec le Programme mondial sur les espèces envahissantes (GISP) (www.cbd.int/idb/2009/resources/booklet/). Une autre brochure destinée à un lectorat plus jeune a été également confectionnée (<http://www.cbd.int/doc/bioday/2009/idb-2009-childrens-booklet-en.pdf>) et proposée comme ressource par le biais de *Green Wave*. Trente-six pays et 22 organisations partenaires ont célébré la JIB. De grandes manifestations avaient été organisées à Nairobi où le PNUE avait déployé un riche programme d'activités, y compris la traduction de la brochure en kiswahili et la production de nombreuses affiches. Le Secrétaire exécutif avait marqué la Journée en organisant un symposium spécial à l'Université des Nations unies au Japon. Une autre manifestation a été organisée à Montréal, avec la participation de Biosphere et Environnement Canada, qui a été marquée par l'intervention du vulgarisateur scientifique Jean Lemire, une délégation de jeunes activistes et d'autres. Les activités de *Green Wave* pour célébrer la Journée internationale de la biodiversité ont été animées par près de 600 groupes d'enfants et d'adolescents venant d'écoles et de clubs de 73 pays.

35. Dans le cadre des célébrations mondiales de l'Année internationale de la biodiversité, le thème choisi pour la JIB en 2010 était 'Biodiversité, développement et réduction de la pauvreté' (www.cbd.int/idb/2010/). Grâce à un partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement, une brochure avait été produite dans toutes les langues des Nations unies puis distribuée à tous les bureaux 'pays' du PNUD. (<http://www.cbd.int/doc/bioday/2010/idb-2010-booklet-en.pdf>). La brochure avait été traduite vers le japonais par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et distribuée dans ses bureaux. Une autre brochure destinée aux enfants et aux adolescents a été également conçue (<http://www.cbd.int/doc/bioday/2010/booklet-for-youth-2010-en.pdf>) et diffusée par le biais de *Green Wave*. Les activités de *Green Wave* célébrant la Journée internationale de la biodiversité ont été animées par plus de 1 000 groupes dans 64 pays. Par ailleurs, le Gouvernement d'Allemagne, dans une initiative conjointe du Ministère de l'environnement (BMU) et du Ministère de la coopération pour le développement (BMZ), et en partenariat avec le magazine Geo, a réalisé des activités dans 37 pays sur 4 continents (www.biodiversité-day.info). Les résultats des célébrations mondiales continuent à parvenir au Secrétariat, mais au début de juillet 2010, 61 pays et 8 organisations partenaires ont indiqué avoir organisé des célébrations.

36. En 2010, la JIB a coïncidé avec les réunions de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et du WGRI, qui ont eu lieu à Nairobi. C'était là une occasion pour célébrer la Journée sur les lieux où, le 22 mai 1992, le texte de la Convention avait été adopté. Une cérémonie officielle de célébration avait été tenue aux bureaux des Nations unies à Nairobi et à laquelle ont participé les présidences de la neuvième et de la dixième réunions de la Conférence des Parties, le Directeur exécutif adjoint et d'autres personnalités. Des écoliers de Nairobi ont pris part à une conférence et ont célébré la Journée avec les délégués. En collaboration avec le projet *Mass Extinction Memorial Observatory* (MEMO), une cloche a été sonnée pour marquer la perte continue des espèces, en coordination avec une cérémonie similaire organisée au Royaume-Uni. Une cérémonie de plantation d'arbre a été également faite par *The Green Wave*. Les délégués ont également visité, dans le cadre des célébrations mondiales de la Journée de la biodiversité, organisées par le Gouvernement d'Allemagne, la communauté de Huruma à la périphérie de la forêt de Karura à Nairobi. Une cérémonie de plantation d'arbre et la visite d'un centre communautaire ont permis de mettre en exergue l'utilité des services écosystémiques pour la subsistance de cette communauté.

37. La Journée internationale de la biodiversité demeure un outil important pour la diffusion de l'information et une occasion pour sensibiliser le public. L'information produite sous différents supports pour accompagner les célébrations constitue un outil CESP de qualité pour les programmes de travail thématiques et intersectoriels de la Convention et est utilisée par les Parties et les organisations même après la fin des célébrations annuelles de la JIB. La pratique actuelle de choix des thèmes pour l'année et de production de matériel d'information devrait être poursuivie et la sélection des thèmes doit être intégrée dans la conception générale du Plan stratégique de la Convention.

Activité prioritaire 9 – Profil des réunions de la Convention

38. Le succès de cette activité a été rendu possible grâce à l'excellent travail fait par les hôtes des réunions de la Conférence des Parties en informant largement les audiences nationales et internationales. Une campagne nationale, menée par le Gouvernement d'Allemagne pour informer sur la neuvième réunion de la Conférence des Parties à Bonn (Allemagne) en 2009, a vu la participation de représentants des mondes scientifique, médiatique et des affaires lors d'une tournée à travers le pays pour faire connaître la réunion. Une campagne médiatique, comprenant le placement d'un clip vidéo sur le système de divertissement audio-visuel à bord des avions de la Lufthansa, a atteint une audience large. De même, le Gouvernement du Japon a déployé des efforts importants pour promouvoir et informer le public sur la dixième réunion de la Conférence des Parties, y compris en élaborant un logotype et en

désignant une personnalité connue pour servir d'ambassadeur de la dixième réunion de la Conférence des Parties.

39. La foire CESP est une activité qui a pris en importance à la Conférence des Parties. Lors de la neuvième réunion de la Conférence des Parties (<http://www.cbd.int/cepa/fair/>), une salle avait été réservée à l'exposition de documents et à l'organisation de séances d'information sur les activités CESP dans le monde. Des Parties et des ONG de tous les coins du monde y ont participé. A la dixième réunion de la Conférence des Parties, cette pratique se poursuit et la participation d'autres partenaires est attendue.

Activité prioritaire 10 - Education

40. Le Secrétaire exécutif a travaillé avec divers acteurs à l'effet d'affiner les principes devant présider à l'intégration des questions de biodiversité dans les contenus éducatifs. Grâce au soutien financier du Gouvernement des Pays-Bas, ces activités ont pu être réalisées :

41. Le Secrétariat a participé à la Conférence mondiale sur l'éducation au développement durable sous le thème "Passage à la deuxième moitié de la Décennie des NU", qui a eu lieu à Bonn du 31 mars au 2 avril 2009. Avec l'UNESCO et la Commission pour l'éducation et la communication de l'UICN, un atelier de travail a été organisé auquel ont pris part plusieurs participants venant de divers secteurs. L'atelier de travail a abouti aux conclusions suivantes liant l'éducation à la biodiversité à l'éducation au développement durable (EDD):

(a) L'EDD relève l'importance de l'intégration des savoirs et des systèmes de connaissances émanant de différents groupes et sources (connaissances locales et traditionnelles, savoirs scientifiques). Comprendre les processus écosystémiques et le rôle de la biodiversité requiert une approche cognitive systémique, qui encourage et soutient ce processus d'intégration. Plus encore, la gestion des ressources naturelles nécessite un processus d'apprentissage social duquel on pourrait dégager une approche de réforme éducative pour passer à des systèmes fondés sur l'interrogation et le questionnement et, partant, offrir une éducation de qualité.

(b) La biodiversité (et les écosystèmes en particulier) illustre des interdépendances globales et holistiques dont il faut tenir compte dans l'EDD. En second lieu, la réussite d'une EDD est tributaire de l'implication structurelle de tous les acteurs concernés et de la coopération au-delà du secteur de l'éducation formelle. L'exploitation de réseaux de connaissance internationaux existants, la pratique, la recherche et la promotion du binôme biodiversité/EDD, dans un concept plus exhaustif, sont essentielles. De même, il est important d'y associer les pouvoirs publics à tous les niveaux. Quelques exemples de cette approche : les éco-écoles, le réseau ASP, les réseaux d'éducation informelle et des adultes (CAE), la formation professionnelle, les réserves de biosphère, les Chaires de l'UNESCO, les domaines de recherche de l'Université des Nations unies, l'ICLEI et d'autres acteurs. Les débats sur les stratégies et politiques nationales et les mécanismes existants devraient servir à la mise en correspondance des objectifs d'apprentissage et d'éducation.

(c) L'EDD a grandement bénéficié du débat général revigoré sur les changements climatiques et l'appauvrissement de la biodiversité. Il est nécessaire d'améliorer en contenu et en qualité les matières écologiques de l'enseignement formel et informel, et mettre davantage l'accent sur la biodiversité d'une manière plus holistique, en établissant des ponts avec les aspects éthiques, sociaux, culturels et économiques. On ne saurait non plus sensibiliser assez à l'importance du travail que fait la société civile en matière de conservation et d'éducation à la biodiversité. A cet égard, il y a lieu de noter les efforts visant à lier l'éducation formelle et informelle dans le contexte de l'EDD. De nombreuses

activités ont été réalisées à tous les niveaux– du local à l'international. Toutefois, certains estiment que l'élan favorable de la décennie n'a pas été exploité de façon optimale.

(d) Il s'agit, par exemple, d'intégrer les opportunités qu'offre l'EDD dans les programmes de travail de différents organes internationaux, d'institutions gouvernementales, d'organisations du secteur privé et d'ONG (ex. utiliser l'Année internationale de la biodiversité (2010) et diverses Conférences des Parties). Il faut affermir le lien aux conventions de l'UNESCO traitant de la diversité culturelle, au programme MAB et aux Réserves de la biosphère. Plus encore, il faut accorder toute l'attention méritée à la dimension biodiversité et développement durable dans l'éducation informelle, dans les contextes inter-générationnels des communautés, chez les autorités locales, les instances culturelles et religieuses. La notion de formation bénéficierait à être élargie à tout l'éventail de modules de formation professionnelle et continue (ex. : cours sur Internet, dialogue professionnel, apprentissage dans le milieu de travail, concertations citoyennes, etc.).

42. Grâce à la participation du Secrétariat, le communiqué final avait fait allusion à l'inclusion de la biodiversité comme domaine prioritaire pour l'EDD. Les résultats de la conférence ont permis de consolider la visibilité de la biodiversité dans l'agenda EDD pour le bilan de la décennie.

43. Le Secrétariat a pris part au 5^{ème} Congrès mondial sur l'éducation environnementale qui a eu lieu du 10 au 13 mai 2009. Le Congrès a vu la participation de plus de 2000 praticiens en éducation à l'écologie des quatre coins de la planète, venus débattre de l'importance politique et transformationnelle de l'éducation à l'environnement. Le Secrétaire exécutif avait co-présidé la conférence avec un représentant du PNUE. Le Secrétariat avait installé un kiosque proposant du matériel d'information qui a permis d'attirer une présence conséquente et donner une plus grande visibilité auprès des éducateurs. En collaboration avec la CEC de l'UICN, le Secrétariat a organisé un atelier de travail sur l'utilisation de la boîte à outils CESP pour l'éducation et l'apprentissage. Et enfin, le Secrétariat a sponsorisé la réception de clôture de la conférence et lancé une déclaration sur la biodiversité et l'AIB.

44. Le Secrétariat a participé à la 4^{ème} Conférence des centres régionaux d'expertise (CRE) qui s'est tenue à Montréal le 14 et le 15 mai 2009. Cette initiative de l'UNU a permis aujourd'hui de recenser pas moins de 62 CRE dans le monde, travaillant tous sur les questions de durabilité dont les changements climatiques, les ressources en eau et la biodiversité. Le Secrétariat a été représenté à la séance plénière inaugurale d'un panel consacré aux défis du développement durable et aux voies et moyens par lesquels l'Éducation au service du développement durable peut relever ces défis. Le Secrétariat a participé au groupe de réflexion sur la biodiversité où l'AIB a été présentée comme une opportunité pour les CRE pour présenter leurs activités en matière de biodiversité et de mobiliser pour des actions à plus grande échelle. Les CRE ont fait part de leur intérêt pour *Green Wave* et pour diverses autres activités prévues dans le cadre de l'AIB, précisant que la dixième réunion de la Conférence des Parties revêtait une importance particulière à leurs yeux.

45. La contribution de *Green Wave* à la réalisation du volet éducatif du programme de travail sur la CESP est significative et sera exposée plus loin. Le champ de portée de sa mobilisation et le cadre souple dans lequel les activités peuvent être réalisées en font une plate-forme idéale par laquelle la biodiversité peut être intégrée dans les contextes formels et informels d'éducation. A la prochaine période biennale, il est important d'approfondir la conception d'outils de contribution tels que *The Green Wave*.

46. Pour soutenir les objectifs éducatifs des Parties, durant la période biennale, le Secrétariat a entrepris et soutenu l'élaboration de ressources didactiques destinées aux enfants et aux adolescents. Les contributions financières des Gouvernements du Canada et d'Espagne ont permis cette entreprise.

47. Comme précisé plus haut, à l'activité prioritaire 8, en guise de ressources soutenant les objectifs de la Journée internationale de la biodiversité, des brochures avaient été produites et diffusées en 2008, 2009 et 2010 sur les thèmes de la biodiversité et l'agriculture, les espèces exotiques envahissantes, et la biodiversité, le développement et la réduction de la pauvreté.

48. Dans le cadre d'un partenariat, l'UNESCO a piloté la préparation d'une boîte à outils didactique sur la biodiversité, actuellement en cours de développement, et sera publiée en 2010. Cette boîte servira de guide aux enseignants d'enfants âgés de 12 à 16 ans. Elle s'inspire de la 3^{ème} édition des Perspectives mondiales de la biodiversité. Cet outil permettra de livrer des messages clés sur la notion de biodiversité et expliquer pourquoi l'appauvrissement de celle-ci est une préoccupation majeure. Il est axé sur l'apport de la biodiversité au bien-être de l'homme; et les efforts nécessaires pour sauvegarder la biodiversité en présentant des initiatives et des études de cas internationales recensées aux quatre coins de la planète devant conduire à des actions pouvant être prises individuellement. Une attention particulière doit être accordée à la fourniture de: liens/références à des outils didactiques novateurs et exploitables; idées et actions éventuelles pour intégrer la biodiversité dans les programmes éducatifs; et illustrations de méthodes de conception et/ou de participation aux initiatives de biodiversité ciblant les jeunes.

49. En partenariat avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Association mondiale des guides et éclaireuses (WAGGGS), le Secrétariat élabore actuellement des supports d'apprentissage – en contexte informel pour les enfants – intitulés « *Young Hands Together for Diversity* ». Cette initiative, qui sera achevée en 2010, s'inscrit dans l'Alliance mondiale Jeunes – Nations unies (YUNGA) initiée par la FAO et l'initiative *The Green Wave*. La boîte à outils comprendra une série de problèmes à résoudre avant de gagner un badge et un guide pédagogique à la biodiversité. Cet outil s'inspire d'une initiative analogue réalisée par la FAO et WAGGGS en 2008/2009 à l'effet de faire connaître les problèmes que posent les changements climatiques et la sécurité alimentaire.

50. La contribution de *Green Wave* à la mise en œuvre du volet éducatif du programme de travail sur la CESP est décrite plus loin dans cette note. La portée de sa mobilisation et le cadre souple des activités pourraient aider à intégrer la biodiversité dans l'éducation formelle et informelle. A la prochaine période biennale, il serait bon d'approfondir la contribution d'outils tels que *The Green Wave*.

The Green Wave pour la biodiversité

51. *The Green Wave* est une initiative de dimension mondiale visant à soutenir l'éducation des enfants et des adolescents à la biodiversité. *The Green Wave* est le résultat de l'initiative de membres du Comité consultatif informel (IAC) pour la CESP et se fonde sur le projet « *20+10 Schools & Trees for Biodiversity* » qui a été initié par les membres de l'IAC et réalisé en 2007 dans des écoles de dix pays en guise de célébration de la JIB et en guise de contribution à la Campagne « *Plant for the Planet Billion Tree* » du PNUE. Le projet « *20+10 Schools & Trees for Biodiversity* » a organisé des activités de plantation d'arbres en Allemagne, Canada, Danemark, Equateur, Kenya, Iran, Mongolie, Palau, les Etats fédérés de Micronésie/Yap et en Fédération de Russie. L'Agence fédérale allemande de conservation de la nature (BfN) a coordonné les activités par le biais de son projet *NaturDetektive*. Les Gouvernements d'Allemagne et de Palau et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique ont également apporté leur soutien. Le Secrétariat de la Convention a assuré la coordination avec *The Green Wave*.

52. La campagne de *Green Wave* vise à sensibiliser et à éduquer les enfants et les adolescents à l'appauvrissement de la biodiversité et à l'urgence de sa préservation. Chaque année, une "vague verte" d'actions a lieu sur la JIB. Les enfants et les adolescents sont encouragés à organiser, pendant toute l'année scolaire, des activités sur la biodiversité. *The Green Wave* soutient également d'autres initiatives nationales et internationales de plantation d'arbres telles que la Campagne « *Billion Tree* » du PNUE. Le 22 mai, les élèves appartenant aux écoles participantes plantent des espèces d'arbres importantes

localement dans le préau ou à l'extérieur de leur établissement. Ce projet encourage le choix d'arbres autochtones. Pour la célébration de la JIB, à 10H heure locale, les étudiants de nombreux pays du monde, plantent ou arrosent leurs arbres créant par ce geste concret la symbolique d'une « vague verte » commençant en extrême orient et se déplaçant vers l'ouest pour faire le tour du monde. Les étudiants peuvent, à tout moment, déposer des photos et des textes sur le site Internet de *Green Wave* afin de les partager avec d'autres enfants et d'autres adolescents vivant dans d'autres pays. La carte interactive sera lancée à 20H10, heure locale, créant ainsi une autre « *Vague verte* ».

53. En 2008, *The Green Wave* a été lancée officiellement à Bonn par une classe de maternelle, le Ministre allemand de l'environnement, M. Sigmar Gabriel, le Maire de Bonn, M. Bärbel Dieckmann, le Président de l'Agence fédérale de conservation de la nature, Dr. Beate Jessel et le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique. Plus de 40 célébrations ont été marquées dans 20 pays sur tous les continents.

54. Le 22 mai 2009, un an après son lancement, quelques 600 groupes d'enfants et d'adolescents, appartenant à des écoles et des clubs répartis sur 73 pays, ont participé à *The Green Wave* pour célébrer La Journée internationale de la biodiversité. On a estimé à 20 000 le nombre de participants à ces manifestations. Lors d'une mission officielle au Japon, le Secrétaire exécutif s'est joint au vice-ministre de l'environnement lors d'une cérémonie *Green Wave* tenue à Tokyo, le 22 mai, et le lendemain il a pris part à une autre cérémonie *Green Wave* à Ishikawa, accompagné du Préfet et d'enfants de maternelle.

55. Dans quelques pays, des programmes et des activités ont été réalisés sur une période plus longue. En Algérie, par exemple, le Ministère de l'environnement avait mis au point un programme national de soutien à *Green Wave*, où quelques 300 000 écoliers, représentant 4000 écoles, ont planté des milliers d'arbres pour lutter contre l'avancée du désert et protéger les bassins de réception hydriques. Cette forte participation et la prise en charge locale reflètent les efforts du Secrétariat visant à promouvoir l'initiative depuis son lancement en 2008. En 2009, un partenariat a été établi avec le Programme de microfinancements (SGP) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Présent dans plus de 120 pays en développement, le SGP aide les communautés, les populations autochtones et les ONG nationales à mettre en œuvre des projets de promotion de la conservation et d'utilisation durable de la biodiversité. Les coordinateurs nationaux du SGP, les comités de coordination, les bureaux associés au Programme des Nations unies pour le développement et les organisations bénéficiaires du SGP ont aidé à drainer la participation des écoles.

56. Le 5 juin 2009, Journée mondiale de l'environnement, l'avionneur Airbus et la *National Geographic Society* ont lancé une campagne de promotion de *Green Wave*. Cet acte s'inscrit dans la réalisation du mémorandum d'entente que le Secrétariat avait passé avec Airbus en juillet 2008 et dont l'objectif est « *de contribuer à une plus grande sensibilisation du public sur l'importance de la biodiversité et impliquer les enfants et les adolescents dans l'agenda mondial sur la biodiversité* », et plus particulièrement « *travailler de concert pour le succès de Green Wave* ». Dans de nombreux pays, des entreprises locales et nationales ont sponsorisé la participation de groupes et d'écoles en leur fournissant semis et tee-shirts.

57. In 2010, des enfants et des adolescents ont été rejoints par des notables, des enseignants, des parents, des experts et d'autres activistes venant de différentes sphères (Gouvernement, entreprises, organisations non gouvernementales) pour célébrer *The Green Wave*. Des milliers d'élèves, venant de plus de 1 000 écoles et groupes, et qui ont participé dans 63 pays, ont publié des photos et des textes décrivant leurs activités sur le site de *The Green Wave* ; des centaines d'autres groupes ont pris part aux célébrations. A début juin 2010, des rapports sur les activités de *Green Wave* réalisées les 21 et 22 mai 2010 ont été reçus de participants d'Algérie, Argentine, Australia, Azerbaïdjan, Bangladesh, Barbados, Belgique, Belize, Brésil, Brunei Darussalam, Canada, République centrafricaine, Chine, Colombie,

République congolaise, Egypte, France, Allemagne, Ghana, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irlande, Italie, Japon, Kenya, Liban, Libye, Malawi, Malaisie, Maurice, Mexique, Moldova, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigeria, Îles Mariannes du Nord, Oman, Pakistan, Paraguay, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Russie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Corée du Sud, Espagne, Thaïlande, Trinidad & Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Royaume-Uni, États Unis d'Amérique, Venezuela, et Vietnam.

58. En 2010, *The Green Wave* a bénéficié du soutien du SGP dans de nombreux pays dont le Nicaragua où la campagne avait été menée en collaboration avec les ministères de l'éducation et de l'environnement, des entreprises privées et d'autres programmes des Nations unies dont les Volontaires des Nations unies ; des milliers d'étudiants avaient reçu l'appui de volontaires de centaines d'écoles pour planter un arbre par école.

59. Des efforts importants, faits par le Ministère japonais de l'environnement, ont permis l'implication de plus de 1 500 groupes aux célébrations *Green Wave* en 2010. Ceci a été rendu possible grâce à la création d'un site Internet *Green Wave* en japonais et au dévouement du personnel et des partenaires du Ministère.

60. Des partenaires de *Green Wave* tels que la *Boticário Foundation* au Brésil ont réuni des dizaines de groupes, dans les mois qui ont précédé la JIB, pour découvrir la biodiversité et la célébrer le 22 mai en même temps que le reste du monde.

61. *The Green Wave* a également reçu le soutien de diverses entités, dont Airbus, qui ont soutenu ou animé des activités:

(a) Un concours international de photographie sur la biodiversité, ouvert aux jeunes, organisé en collaboration avec la *National Geographic Society*. Lancé en juillet 2009, ce concours a encouragé les jeunes à retrouver le contact avec la nature et prendre la mesure de l'appauvrissement de la biodiversité. Les huit photos gagnantes ont été sélectionnées sur plus de 2 500 entrées soumises par des jeunes de 99 pays. Une exposition itinérante des photos gagnantes a été inaugurée au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Paris au début de l'année en cours. Elle a déjà été visitée par des centaines de milliers de personnes au Squamish Lil'wat Cultural Centre à Whistler (Canada), à la Conférence internationale sur le tourisme durable (Reisepavillon) de Berlin (Allemagne), au *Germany Harbour Anniversary* à Hambourget au Regents Park Zoo de Londres où elle a été inaugurée lors d'une manifestation spéciale par l'explorateur britannique Sir Ranulph Fiennes, l'actrice et écologiste américaine Daryl Hannah et le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

(b) Une enquête sur les attitudes des enfants à l'endroit de la biodiversité, le Bio-Index, a été réalisée dans 10 pays (France, Allemagne, Espagne, Japon, Chine, Mexique, Singapour, Australie, Royaume-Uni et États Unis d'Amérique) sur un échantillon de 1 000 sujets âgés de 5 à 18 ans dans chaque pays participant.

62. En 2010, Jean Lemire, explorateur et personnalité médiatique canadienne a été nommé ambassadeur honorifique pour *The Green Wave*. M. Lemire a préparé un message vidéo sur sa nomination qui a été ensuite présenté dans le cadre des célébrations de la JIB à Nairobi, (<http://greenwave.cbd.int/en/JLemire>). Dans le cadre des célébrations 2010 de *Green Wave*, M. Lemire, en présence du Maire de Montréal, du Directeur des Museums Nature et de représentants du réseau québécois des écoles privées alternatives (REPAQ), a rejoint plus de 4 000 enfants et parents pour planter un arbre et lancer des 'ballons de vie' pour embellir un site près des Jardins botaniques de Montréal.

CESP et l'accès et le partage des avantages (APA)

63. En soutien à l'initiative de renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages (APA), la décision IX/32 priait le Secrétaire exécutif de préparer et mettre à disposition, par le biais du Mécanisme de centre d'échange de la Convention, des résumés accessibles des questions et des discussions sur la négociation et l'élaboration d'un régime international pour l'accès et le partage des avantages afin d'aider les Parties à mieux communiquer les problématiques aux groupes cibles, dont les décideurs, les concepteurs de politiques et le grand public, plus largement. A cet effet, le Secrétariat a créé un portail d'information consacré aux négociations sur un Régime international d'accès et de partage des avantages (voir :<http://www.cbd.int/abs/ir>) et en a donné accès à un public sélectionné dès mars dernier. Ce portail sera lancé officiellement à la septième réunion du Groupe de travail sur l'accès et le partage des avantages, à Paris, début avril.

64. Le Secrétariat a également participé à un atelier de travail régional sur la CESP et l'APA, qui a été organisé par le PNUE et l'Initiative APA pour l'Afrique, du 9 au 12 mars 2009. Cet atelier de travail a réuni des spécialistes en communication et des experts en APA pour élaborer des messages et des stratégies de communication devant servir lors de négociations et pour accompagner les efforts de renforcement des capacités. L'atelier de travail a été très bien reçu par les participants et le PNUE. Dans le cadre du suivi de l'atelier de travail sur la CESP et l'APA, tenu à Nairobi début mars, le Secrétariat a participé en tant que membre de la task force CESP-APA pour l'*ABS Capacity-building Initiative for Africa*, lors de sa première réunion qui a eu lieu à Bonn les 18 et 19 juin 2009. La task force a été chargée d'identifier des produits d'information réels et des activités à réaliser sur le cours et le moyen termes en accompagnement des décisions de la Conférence des Parties sur la CESP et l'APA et contribuer ainsi au renforcement des capacités. Le groupe a été chargé de formuler une esquisse de ce travail et d'identifier des sources de financement et poser des délais de réalisation.

65. Grâce au soutien financier généreux du Gouvernement d'Allemagne, une boîte à outils générique a été élaborée afin de présenter les questions clés de l'accès et du partage des avantages, dans un langage simple et accessible. Cette boîte est produite dans les six langues des Nations unies et se compose d'une brochure et de fiches sur (i) l'accès et le partage des avantages; (ii) l'utilisation des ressources génétiques, (iii) les connaissances traditionnelles, (iv) les Lignes directrices de Bonn et la mise en œuvre au niveau national. Cet outil d'information est destiné à une variété d'intervenants, y compris les Parties et les parties prenantes, pour les aider dans leurs efforts de sensibilisation sur les questions de l'accès et du partage des avantages. Une copie papier de l'outil sera envoyée à tous les points focaux nationaux de la CBD et de l'APA par courrier. Une version électronique peut être téléchargée de ce site : www.cbd.int/abs/.

66. Certes, ce sont là des démarches préliminaires importantes pour mieux communiquer sur les questions d'accès et de partage des avantages, mais beaucoup reste à faire. Il faut encore identifier les lacunes de communication chez plusieurs groupes cibles et trouver une meilleure approche de communication avec eux. De même, il est important de déterminer s'il est nécessaire d'élaborer d'autres produits de communication ou de mieux diffuser ceux qui existent déjà.

Conclusions

67. L'Agenda d'action fournit un cadre de référence pour fonder une stratégie de communication, d'éducation et de sensibilisation du public tant pour le Secrétaire exécutif que pour les Parties à la Convention sur la diversité biologique. Ce qui a été réalisé, dans le cadre de l'Agenda d'action, a permis une contribution aux autres questions intersectorielles relevant de la Convention. L'AIB a permis de communiquer sur un large éventail de questions intéressant la Convention. Les thèmes de la Journée internationale de la biodiversité (JIB) ont fourni, ces dernières années, une occasion pour communiquer

sur la biodiversité et les changements climatiques, la biodiversité agricole, les espèces exotiques envahissantes et sur la contribution de la biodiversité au développement. Les récents travaux sur la CESP et l'accès et le partage des avantages a également apporté une contribution au programme de travail sur l'APA. Et enfin, le travail de la CESP a été intégré à l'exercice de renforcement des capacités pour les SPANB.

68. Il est nécessaire de faire davantage de progrès dans l'effort d'intégration de la CESP dans d'autres programmes de travail de la Convention. L'utilisation d'outils et d'approches CESP, par des Parties, n'est ni bien compris ni bien documenté car les ressources nécessaires font défaut pour mener les études nécessaires. Comme on le verra plus bas, le plan stratégique proposé présentera une excellente opportunité pour consolider le travail déjà accompli au titre des activités prioritaires et pour intégrer ce travail dans d'autres programmes de travail de la Convention.

III. L'ANNEE INTERNATIONALE DE LA BIODIVERSITE (AIB)

69. Lors de sa soixante-unième session, l'Assemblée générale des Nations unies avait déclaré 2010 Année internationale de la biodiversité, désigné le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique point focal pour l'observation de l'Année et a invité les Gouvernements et les parties prenantes à contribuer aux célébrations. A cet effet, le Secrétariat a préparé un plan d'exécution devant orienter les actions à mener au titre de l'Année (UNEP/CBD/COP/9/25/Add1).

70. L'Année internationale de la biodiversité, à mi-parcours, fournit les signes d'un grand succès et illustre comment la communauté internationale peut saisir l'occasion de cette Année des Nations unies pour informer, sensibiliser et atteindre des objectifs de politique. Le succès de l'Année n'aurait pu être possible sans le soutien résolu de tous les Gouvernements, des organisations et des partenaires qui ont répondu à l'appel à l'action.

71. Le Secrétariat, avec les généreuses contributions financières du Gouvernement du Canada, a formulé des messages et un logo pour l'AIB. Un site Internet (www.cbd.int/2010) a été mis au point grâce aux ressources mises à disposition par les Gouvernements d'Espagne et du Japon. On trouvera plus bas les principaux produits et résultats de l'AIB à fin juin 2010. Le rapport complet des activités sera finalisé et rendu public en décembre 2010, et le rapport officiel des activités sera soumis à la soixante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations unies en 2011.

72. En reconnaissance de l'importance de la biodiversité pour le bien-être de l'homme, un message du Secrétaire général des Nations unies, M. Ban Ki-moon, a été émis le 2 janvier 2010, rappelant à tous pourquoi la Biodiversité c'est la Vie et pourquoi la Biodiversité c'est notre Vie. Son message a été suivi par l'inauguration de la Présidence allemande de la neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, au Musée d'histoire naturelle de Berlin. En présence de plus de 400 participants, la Chancelière allemande, Mme Angela Merkel, avait instamment prié la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour protéger la diversité biologique sur notre Terre.

73. Six mois depuis le lancement de l'Année internationale de la biodiversité, les célébrations de La vie sur Terre s'est muée en véritable événement commémoratif planétaire. Le logo de l'Année internationale de la biodiversité a été traduit dans plusieurs langues, outre les six langues officielles des Nations unies. Ces traductions ont été faites en allemand, divehi (maldivien), grec, basque, farsi, hindi, hongrois, italien, japonais, coréen, maori, malais, néerlandais, norvégien, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois, turc, Ourdou et en chinois (traditionnel). Plus de 2000 organisations ont demandé la permission d'utiliser le logo de l'AIB et se sont ensuite mises avec d'autres partenaires pour promouvoir l'Année internationale dans leurs régions respectives.

74. A la date de rédaction de cette note, quelques 147 pays ont pris attache avec le Secrétariat demandant des informations sur l'AIB; 107 pays ont informé le Secrétariat sur leurs propres célébrations de l'Année internationale de la biodiversité et 87 pays ont communiqué leurs plans nationaux pour l'AIB. On trouvera des informations plus détaillées sur le site suivant: www.cbd.int/2010/pays.

75. En outre, l'Année internationale de la biodiversité compte 311 partenaires qui ont organisé, à ce jour, quelques 439 activités AIB dans le but de sensibiliser à l'importance de la biodiversité (www.cbd.int/2010/partners).

76. L'Organisation des Nations unies, dans son ensemble, a célébré l'Année en commençant par l'événement inaugural organisé à Paris par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, suivi par une conférence scientifique du 25 au 29 janvier au siège de l'UNESCO. La cérémonie a été honorée par la présence du Premier Ministre de Guinée-Bissau et du Ministre d'Etat français, M. Jean-Louis Borloo, ainsi que par celle du Président de la Conférence générale de l'UNESCO (www.unesco.org/science/). L'UNESCO a également organisé une exposition itinérante sur l'AIB qui a voyagé dans plusieurs pays du monde(www.unesco.org/science/).

77. A ce jour, 14 entités des Nations unies promeuvent la célébration de l'AIB, par le biais de leurs programmes de travail respectifs. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), par exemple, a organisé des manifestations dans 65 pays. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a apporté son concours en produisant de la documentation audio-visuelle pour l'Année et pour diverses autres activités.

78. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a apporté une contribution financière importante à l'Année internationale de la biodiversité, soutenant ainsi l'exposition itinérante de l'UNESCO ainsi que d'autres initiatives et activités de sensibilisation à l'échelle mondiale.

79. L'AIB est également promue par le consortium des jardins botaniques, de la CBD, sur la base du plan d'action arrêté lors de la réunion du consortium au Museum d'histoire naturelle de Paris (www.cbd.int/consortium). L'avionneur Airbus a communiqué largement sur l'importance de la biodiversité à travers ses réseaux et a accompagné des communications similaires en soutien à l'AIB et à *Green Wave* dans un partenariat associant 20 compagnies aériennes. Outre le partenariat entre le Secrétariat et Airbus, l'AIB a été également promue par d'autres compagnies aériennes telles que Air Algérie, Air Canada, KLM et Japon Airlines, présentant du matériel vidéo et imprimé.

80. L'Internet joue un rôle important dans l'Année internationale de la biodiversité. 36 635 fans visitent régulièrement la page qui lui est consacrée sur Facebook (www.facebook.com/iyb2010). Le site de l'Année internationale de la biodiversité (www.cbd.int/2010) qui contient toute la documentation de promotion, des vidéos, des fiches, des messages, le logo et d'autres informations pertinentes, y compris les célébrations organisées partout dans le monde, reçoit 26% du trafic total sur le site de la CBD.

81. Pour marquer l'Année internationale de la biodiversité, des timbres commémoratifs ont été émis en Belarus, Canada, Hong Kong, Portugal, Afrique du Sud, Suisse, Trinidad & Tobago, Royaume-Uni et par l'Administration postale des Nations unies à Genève et Vienne.

82. Les célébrations seraient incomplètes si l'on ne mentionnait pas les efforts faits par les générations futures de stewards écologiques. Il s'agit, entre autres, de l'Accord Biodiversité et Jeunesse, coordonné par l'initiative non-gouvernementale au Canada, *Biodiversity Matters* qui a recueilli pas moins de 2900 signatures, dans 55 pays, qui seront ensuite remises aux délégués à la dixième réunion de la Conférence des Parties; la Conférence des jeunes sur la biodiversité qui se tiendra à Nagoya et qui rendra

compte de ses travaux à la dixième réunion de la Conférence des Parties; et les efforts faits dans le cadre de *Green Wave*, comme rapporté plus haut.

83. En réponse à toutes ces grandes initiatives, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique a mis sur pied un Musée de l'Année internationale de la biodiversité afin de présenter les excellents supports et matériaux conçus pour l'occasion. Ces documents seront exposés à la dixième réunion de la Conférence des Parties ainsi qu'à la 66^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York en septembre 2011. A ce jour, nous avons reçu des articles de 32 pays et 4 autres de nos collègues des Nations unies.

84. L'autre contribution majeure à la célébration de l'Année internationale de la biodiversité est la décision adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies de tenir, pour la première fois le 22 septembre 2010, une réunion de haut niveau d'une journée consacrée à la biodiversité et à ses contributions aux Objectifs de développement du Millénaire ; participeront à cette réunion des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Un rapport plus détaillé des événements organisés dans différentes régions du monde se trouve dans un document d'information destiné à la réunion.

IV. FUTURES PERSPECTIVES DU PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LA COMMUNICATION, L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION DU PUBLIC

85. Des progrès ont été accomplis dans pratiquement toutes les activités prioritaires du programme de travail sur la CESP. Les célébrations de l'Année internationale de la biodiversité ont donné une plus grande visibilité à la biodiversité et à la Convention sur la diversité biologique. L'Année a été une occasion pour affiner les messages. Plus important encore, les activités prioritaires ont stimulé la création de messages, produits et outils nouveaux de communication sur la biodiversité en soutien aux programmes de travail de la Convention. Elles ont également permis de créer des réseaux nationaux et internationaux de communication, d'éducation et de sensibilisation du public. Tout cela représente une infrastructure de grande importance pour le travail futur.

86. Les activités prévues au programme de travail doivent bénéficier d'un soutien financier plus conséquent et continu. Le Gouvernement des Pays-Bas, par le biais d'une Lettre d'intention, est l'un des plus grands soutiens du programme de travail. Le Gouvernement d'Espagne a apporté lui aussi des ressources conséquentes dans le secteur des médias. La Norvège a également contribué. Si le groupe de donateurs s'élargissait, le programme de travail bénéficierait d'une plus grande stabilité.

87. Maintenant que l'importance de la CESP, en tant qu'outil pour traiter les causes de l'appauvrissement de la biodiversité, l'inclusion d'objectifs et cibles liés à la CESP dans le Plan stratégique et l'appel à une meilleure intégration des produits et instruments CESP aux programmes de travail de la Convention sur la diversité biologique, est reconnue, il est opportun de relier plus étroitement les activités et les efforts en matière de CESP à la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique. Désormais, les activités du Secrétariat et celles des Parties, dans tout ce qui concerne la CESP, devraient être alignées sur le Plan stratégique pour appuyer non seulement les objectifs spécifiques assignés à la CESP mais tous les autres objectifs également.

88. Par-dessus tout, la CESP devrait jouer un rôle central dans toute entreprise d'intégration de la biodiversité dans les processus de prise de la décision. Ainsi, les outils et les approches de la CESP appellent à être intégrés dans le travail futur des Parties et du Secrétaire exécutif sur le renforcement des capacités au bénéfice des stratégies et plans nationaux pour la biodiversité (SPANB), en allant au-devant des principaux partenaires tels que le milieu des entreprises, la jeunesse et le secteur du développement et pour la mise en œuvre d'autres programmes de travail de la Convention.

89. Il est important de communiquer sur l'état de réalisation du Plan stratégique, y compris en fournissant des indicateurs au Plan, afin que le programme de travail sur la CESP contribue à la mise en œuvre plus générale de la Convention. A cet effet, tout travail futur sur des indicateurs doit comprendre un volet CESP. De même, tout travail futur sur la construction de messages, dans le cadre du programme de travail sur la CESP, doit opter pour les méthodes et les moyens les plus efficaces de communication, aux différents parties prenantes, sur les cibles, les objectifs, les indicateurs et sur les progrès réalisés. La proposition d'une Décennie des Nations unies pour la biodiversité devrait servir de plate-forme intégrant et la communication et l'application.

90. L'une des principales mesures de la CESP dans la nouvelle période biennale, venant soutenir le Plan stratégique, consistera à recueillir, compiler et analyser des données de base sur les attitudes envers, et la prise de conscience des questions de, la biodiversité et son importance pour le bien-être humain. Des données nationales de la nature de celles fournies dans l'enquête Eurobaromètre de 2007 doivent être fournies par toutes les régions et le plus tôt possible. Comme ces exercices sont coûteux, il sera nécessaire de rassembler le plus grand nombre de partenaires autour de cet effort.

91. Les autres mesures prises à ce jour pour intégrer la biodiversité dans l'éducation à l'environnement et au développement durable doivent être développées. Comme il est important de renforcer le travail et la coopération avec l'UNESCO et la Commission sur l'éducation et la communication (CEC) de l'UICN ; pour se faire, il serait loisible d'associer l'Université de Rome La Sapienza et d'autres membres du Consortium universitaire. Les progrès appréciables réalisées dans le cadre du programme éducatif *The Green Wave* du Secrétariat devraient être intégrés à cette activité prioritaire, et des informations permettant aux Parties de mieux s'impliquer sont à apporter.

92. La Conférence des Parties pourrait souhaiter adopter un projet de décision visant à promouvoir davantage les activités CESP en soutien au Plan stratégique, révisé et actualisé, de la Convention. Un projet de décision, reprenant ces termes, est fourni dans la compilation de projets de décisions au document portant la cote UNEP/CBD/COP/10/1/Add.2, correspondant au point 4.8 de l'ordre du jour.
